



BILAN GENERAL 2007 DE LA STRATEGIE NATIONALE POUR LA BIODIVERSITE

I. RAPPEL DU CONTEXTE.

La Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) a été adoptée en 2004 par le gouvernement pour répondre aux enjeux de conservation de la biodiversité en France et aux engagements internationaux de la France, en particulier ceux de la Convention sur la diversité biologique.

Depuis novembre 2005, 10 plans d'action ont été adoptés :

- 7 en novembre 2005 : Agriculture, Infrastructures de transports, International, Mer, Patrimoine naturel, Territoires, Urbanisme ;
- 3 en septembre 2006 : Forêts, Outre-Mer et Recherche ;

Concernant l'outre-mer, des plans locaux ont été rédigés dans chaque collectivité d'outre-mer.

La mise en œuvre de chaque plan d'action est placée sous la responsabilité du ministère compétent et suivie par un comité de pilotage dans lequel siège le Comité français de l'UICN.

II. BILAN GLOBAL.

Durant l'année 2007, de nombreuses actions ont été entreprises par les différents ministères engagés dans la Stratégie Nationale mais avec des niveaux très variables selon les plans d'actions. Le Grenelle de l'Environnement a marqué un arrêt de la dynamique de la stratégie depuis juillet 2007 mais celui-ci a adopté des plusieurs mesures importantes qui demandent à être intégrées dans les plans et a pris de l'engagement de « renforcer la Stratégie Nationale pour la Biodiversité et élaborer des stratégies territoriales ».

1. Les plans enregistrant des avancées :

Le plan d'action « **Patrimoine naturel** » présente les avancées les plus significatives en termes de réalisations, essentiellement dans le domaine des espaces protégés. La publication des décrets de création des deux parcs nationaux de la Guyane et de la Réunion ainsi que celui de la plus importante réserve naturelle, la réserve nationale des Terres australes françaises, marque une étape importante pour la biodiversité française. La prise en compte des enjeux liés à la biodiversité marine s'est aussi nettement accru grâce à la mise en place de l'Agence des aires marines protégées, la création du premier parc naturel marin en Mer d'Iroise et de réserves naturelles marines ou avec des parties marines, l'organisation du premier colloque national sur les aires marines protégées et la préparation du dossier d'inscription des récifs de Nouvelle-Calédonie au Patrimoine mondial. La dynamique du comité de pilotage du plan d'action demanderait néanmoins à être améliorée et le plan d'action devrait davantage constituer un outil de programmation des activités au sein du ministère, plus qu'un tableau de bord de suivi des actions. On peut cependant regretter que l'instauration d'un plan d'action patrimoine naturel n'ait pas permis d'avancées plus rapides vers un changement d'échelle dans les politiques de protection, en

passant de politiques d'opportunités à des politiques stratégiques (ex : stratégie d'aires protégées, réseau écologique national) ou regretter qu'il n'a pas permis de consolider le réseau Natura 2000.

Les plans d'action « **International** », « **Agriculture** » et « **Mer** » ont également bien avancé durant l'année 2007. De nombreuses actions commencent à se concrétiser et le Grenelle de l'Environnement a donné une impulsion nouvelle à plusieurs actions qu'il faut intégrer dans les plans. Par ailleurs, il faut souligner pour ces plans que de nombreuses décisions ou orientations politiques sont prises à l'échelle internationale ou européenne, et que la France a donc un rôle important à jouer à ces niveaux (ex : réorientation des aides européennes pour l'agriculture, la pêche...).

Concernant le plan d'action « **Forêt** », pourtant l'un des derniers plans d'action approuvés, nous saluerons la mise en place rapide et efficace du comité de pilotage début 2007 : des avancées intéressantes étaient déjà notées fin 2007 et ce groupe a été particulièrement actif en faisant le lien avec les débats du Grenelle de l'environnement. Les 13 millions d'euros demandés sur 3 ans pour sa mise en œuvre attendent cependant d'être validés par le gouvernement.

2. Les plans à renforcer :

La mise en œuvre difficile des plans d'actions « **Infrastructures** » et « **Urbanisme** » est révélatrice de la difficulté d'intégrer la biodiversité dans ces deux domaines aux impacts pourtant importants. Bien que la prise de conscience s'améliore et que la mobilisation progresse (ex : recrutement de spécialistes compétents), peu d'actions annoncées dans les plans ont été concrétisées : la biodiversité est encore vécue comme une contrainte forte. Les débats du Grenelle de l'environnement sur la trame verte et bleue ont placé la question de la biodiversité dans les questions d'aménagement sur le devant de la scène. Des avancées devraient donc avoir lieu sur ces questions importantes. Pour le bon fonctionnement de ces deux plans, l'urgence est maintenant de constituer un comité de pilotage élargi à l'ensemble des acteurs, mobilisé et pérenne.

3. Les plans ne fonctionnant pas :

Ceux dont le fonctionnement est à revoir en 2008/2009 sont :

- celui de la « **Recherche** » : aucun comité de pilotage n'a été organisé en 2007. Une dynamique a été cependant impulsée début 2008 avec le nouveau point focal au sein du ministère ;
- celui des « **Territoires** » : aucun comité de pilotage n'a été organisé en 2007 tout comme en 2006 et 2005. Il n'y a aucune dynamique de travail et la situation ne semble pas en mesure d'évoluer à court terme. Il est indispensable de mettre en place ce comité car c'est le seul plan qui intègre les collectivités locales, acteurs majeurs pour la conservation et la gestion durable de la biodiversité, qui sont toujours peu associées à la stratégie.
- celui de « **l'Outre Mer** » : aucun comité de pilotage n'a été mis en place depuis le lancement de ce plan en 2006. Il est indispensable de mettre en place ce comité pour engager et suivre les actions prévues ainsi que les comités de pilotage locaux dans chacune des collectivités ultramarines.

L'absence de comité de pilotage ne signifie pas nécessairement l'absence d'actions. Les ministères en charge de la Recherche et de l'Outre Mer mènent des actions en faveur de la biodiversité mais il est indispensable de les inscrire dans le cadre de la SNB selon les modalités de suivi et de mise en œuvre des plans prévues par le gouvernement, comprenant en particulier la mise en place un comité de pilotage ouvert et se réunissant au moins 2 fois par an.

4. Les plans à mettre en oeuvre en 2008 : le plan d'action « Tourisme »

Grâce à la forte implication de la Haute fonctionnaire au développement durable du ministère concerné, un comité de rédaction, composé des représentants des administrations concernées et personnalités externes compétentes, a été mis en place en janvier 2007 par la direction du tourisme (alors sous l'autorité du ministre délégué au tourisme, à ce jour sous celle de la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi/secrétariat d'Etat chargé de la consommation et du tourisme). Il s'est réuni six fois en 2007 pour permettre l'élaboration complète d'un plan d'action « Tourisme ».

Validé par le directeur du tourisme et communiqué pour information aux partenaires, il a été adressé en vue de sa validation au cabinet du ministre chargé de l'écologie en 2008 et devrait être prochainement approuvé.

5. Les plans manquant en 2008 :

Les plans d'action actuellement mis en place ne couvrent pas certains domaines stratégiques comme l'économie et l'éducation à l'environnement. L'année 2008 pourrait être donc consacrée à la rédaction de ces plans au sein des ministères concernés.

6. une dynamique globale à relancer...

La dynamique de la mise en oeuvre de la SNB a été très ralentie par le lancement du Grenelle de l'environnement à partir de juillet 2007. Cette démarche a stoppé le fonctionnement habituel de la SNB, notamment la régularité des réunions (comités de pilotage, comité interministériel, cellule biodiversité), et a créé des doutes sur son avenir. Elle a cependant permis de donner une nouvelle impulsion et de renforcer l'ambition de nombreuses actions inscrites au sein des plans d'action.

Il est ainsi urgent de remobiliser rapidement les comités de pilotage, la cellule biodiversité et le comité technique interservices pour rejoindre la nouvelle dynamique lancée par le Grenelle de l'Environnement. Le gouvernement s'est en particulier engagé, à l'issue de la table ronde d'octobre 2007, à « **renforcer la Stratégie Nationale pour la Biodiversité et élaborer des stratégies territoriales** », engagement soutenu par le Comité français de l'UICN.

Les décisions du Grenelle qui ont eu lieu en 2007 ont permis de vraies avancées sur certaines thématiques. **Il faut maintenant que ces débats trouvent une traduction concrète au sein de la stratégie.**

Le gouvernement a également deux questions clés à traiter : l'implication de tous les acteurs et les financements dévolus à la mise en oeuvre de la stratégie.

Concernant l'implication des acteurs, la situation a peu évolué depuis le bilan 2006 :

- **la stratégie n'a pas reçu le portage politique nécessaire au niveau interministériel**, même si cette année le comité technique interservices s'est réuni deux fois (29 mars et 28 juin 2007) ;
- **la stratégie reste également encore exclusivement gouvernementale**, malgré l'objectif affiché de mobilisation de tous les acteurs : des actions intéressantes ont été entreprises par les collectivités, les entreprises et le grand public, qui demandent à être développées. Les associations ne sont quasiment pas associées à la mise en oeuvre des actions, ce qui limite leur appropriation de la stratégie et la diffusion de l'information vers le public.

Concernant les **financements**, les moyens dédiés à la mise en oeuvre de la stratégie sont insuffisants et souvent non clairement identifiés au sein de chaque ministère. Le fonctionnement défini dans le cadre de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité était que chaque ministère mette

en œuvre le plan d'action sur son budget propre. Il conviendrait que cette situation soit clarifiée par le gouvernement, notamment pour éviter les interpellations régulières du ministère de l'Ecologie lors des différents comités de pilotage.

La définition d'une enveloppe budgétaire dédiée à la mise en œuvre des actions de la SNB, répartie ensuite entre les différents plans d'action, pourrait permettre d'avancer concrètement sur cette question du financement.

III. ACTIONS TRANVERSALES

Un groupe de travail sur les **indicateurs** pertinents pour le suivi de la SNB, pour la métropole et l'outre-mer français, a été mis en place par le ministère de l'Ecologie. Il a permis d'engager une réflexion importante dans ce domaine avec la contribution de l'Institut Français de la Biodiversité et du Muséum National d'Histoire Naturelle, et la participation du Comité français de l'UICN. Après avoir validé le jeu d'indicateurs « métropole », l'année 2007 a été consacrée à l'élaboration d'un jeu d'indicateurs de biodiversité pour l'Outre-Mer. Ainsi, fin 2007 un document a été finalisé sur les indicateurs permettant de suivre l'état et l'évolution de la biodiversité Outre-mer.

Le groupe de travail « **Collectivités et biodiversité** » mis en place par le Ministère de l'Ecologie en 2007 n'a malheureusement pas poursuivi ses réunions. Le Comité français de l'UICN a néanmoins relancé ce groupe à travers une initiative partagée avec la Fédération des Parcs Naturels Régionaux permettant aux débats entre collectivités, ONG, établissements publics et Ministères sur les questions de biodiversité de se poursuivre. Le groupe travaille actuellement sur les stratégies territoriales en faveur de la biodiversité, et son rapport pourra servir de contribution à la mise en œuvre des recommandations du Grenelle, liées à l'engagement « renforcement de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité et élaboration de stratégies régionales ».